

INTRODUCTION

Jean-Louis Poirey

Laboratoire ThéMA-MTI – Université de Franche-Comté

La publication de ce cinquième tome de "L'enseignement scolaire en milieu rural et montagnard" marque la fin de l'exploitation de l'importante base de données constituée à l'occasion du suivi d'une cohorte d'élèves, par questionnaires, durant cinq années à partir de leur passage au CM2. Et même au-delà, puisque nous avons interrogé les bases académiques pour connaître le devenir de ceux qui fréquentaient encore un établissement scolaire sept années après qu'ils aient quitté l'école élémentaire.

Au-delà de l'exploitation réalisée par les chercheurs de l'Observatoire de l'École rurale, devenu Observatoire "Enseignement et Territoires" depuis début 2009, les données brutes recueillies auprès des élèves, de leurs familles et des établissements scolaires seront mises gracieusement à disposition d'autres personnes, doctorants ou chercheurs confirmés, sur notre site Internet.

C'est que le devenir scolaire et professionnel des jeunes des milieux ruraux a amplement mérité que l'on s'y intéresse. Les cinq spécificités identifiées dès le début de notre étude se sont confirmées, certes, mais se sont aussi modulées au fil des années collège.

Tout d'abord, le niveau des élèves des écoles rurales est comparable à celui des petits citadins, mais leur motivation décroît durant les années collège. Ensuite, plus que sur d'autres territoires, en milieu rural, le niveau de détermination des projets professionnels est plus précoce et surtout davantage orienté vers des métiers nécessitant des niveaux de diplôme et de qualification moindres : ce qui se renforce durant ces quatre années. L'origine sociale plus modeste des élèves y est certainement la cause essentielle. On comprend ainsi que la confiance en soi, la représentation de son propre niveau scolaire ne progresse pas. Enfin, le regard qu'ils portent sur les territoires évolue, l'ouverture à la mobilité géographique progresse sensiblement. En cette période de grandes difficultés pour l'insertion professionnelle, au fur et à mesure de leur progression dans leur cursus scolaire, les élèves sont de plus en plus nombreux à envisager de quitter leur région pour trouver un métier.

On sait que les conditions de scolarisation dans les territoires ruraux ne sont pas pénalisantes, bien au contraire. On n'observe pas de différences de fréquentation des pôles culturels ou sportifs par rapport aux élèves des autres milieux géographiques. Le handicap de la distance est surmonté par l'engagement des équipes enseignantes, la mobilisation des collectivités locales et l'engagement du monde associatif qui trouvent plus qu'ailleurs des moyens matériels et humains. Les parents, au sein de leurs associations ou à titre personnel sont fortement engagés dans la vie de l'école et du collège.

Depuis des décennies, l'école rurale, comme les campagnes, a connu de profondes transformations. Elle a dû faire face à des mutations démographiques, sociologiques, économiques et culturelles. La dépopulation de certains secteurs a entraîné la fermeture de nombreuses classes, la quasi disparition des écoles uniques, la restructuration des établissements en RPI décentralisés ou centralisés sous forme de pôles éducatifs, la mise en place de circuits de ramassage, la création de syndicats intercommunaux pour assurer cette nouvelle gestion.

Les établissements, écoles et collèges, ont mis en œuvre des actions destinées à compenser les enclavements de toutes natures en élaborant des stratégies d'ouverture : fonctionnement en réseaux dans un cadre institutionnel ou non, avec les réseaux d'affinités, partenariats avec le monde économique et associatif local, utilisation des technologies de l'information et de la communication. Il est symptomatique de constater que les établissements ruraux sont de loin les plus nombreux à avoir créé leurs propres sites Internet.

De nouveaux modes de fonctionnement, de nouvelles modalités pédagogiques ont dû être inventés. Partout ces profondes transformations ont été accompagnées par les associations : associations de parents au niveau local ou mouvements nationaux œuvrant pour l'école : Ligue de l'Enseignement, Francas, AROEVEN, OCCE, PEP... Tous ont apporté une aide puissante pour la rupture des isolements.

Mais les établissements ruraux, écoles et collèges, sont beaucoup plus vulnérables que les autres pour tout un faisceau de raisons. La faiblesse des effectifs réduit les moyens financiers, alors que les gros établissements urbains bénéficient des économies d'échelle. Les élèves, comme les enseignants, sont confrontés à des déplacements souvent importants : une heure par jour dans le car du ramassage scolaire occasionne un surcroît de fatigue et d'énerverment. Les activités culturelles et sportives dépendent plus qu'ailleurs de la bonne volonté du milieu associatif et des bénévoles.

L'année 2008 a été celle de la mise en œuvre de la réforme Darcos dans le premier degré. Sans entrer dans le détail de ses contenus, on peut s'interroger sur l'application d'un certain nombre de mesures dans les petits établissements ruraux. Nous n'en retiendrons que quelques unes pour démontrer que la réflexion des services ministériels a totalement occulté les spécificités de la scolarisation en milieux ruraux.

- L'allègement des horaires permettant le soutien scolaire. Tout d'abord, ce dispositif a suscité la polémique : comment imaginer que des élèves en situation d'échec scolaire puissent combler leur retard en ajoutant une heure de cours deux fois par semaine, alors que la journée scolaire est déjà l'une des plus longues d'Europe ? Or, cette mesure est difficilement applicable dans les écoles rurales puisque l'immense majorité d'entre elles, structurées en RPI, dépendent des ramassages : où placer les deux heures de soutien dans l'emploi du temps pour ces élèves en difficulté ? Comme cette mesure est facultative, les familles sont contraintes de refuser cette aide pour des raisons purement matérielles.

- L'accompagnement éducatif, introduit à la rentrée 2007 dans les collèges de l'éducation prioritaire, sera étendu aux écoles classées de même. Il s'agit de proposer deux heures par jour, quatre fois par semaine, de l'aide aux leçons, ainsi que des activités sportives et culturelles. Cette mesure se heurte aux mêmes contraintes horaires des cars pour les établissements ruraux. Il n'est pas question pour les départements de mettre en place un double ramassage.

- Les suppressions de postes d'enseignants. Après avoir annoncé la suppression de 11200 postes à la rentrée 2008, 13500 postes ne seront pas renouvelés à la rentrée 2009.

Dans ce contexte, les établissements ruraux, écoles et collèges, sont particulièrement menacés, car leur petite taille empêche tout redéploiement de leurs moyens humains.

- La suppression de la moitié des RASED et la sédentarisation de l'autre moitié qui se fera évidemment dans les écoles de milieux urbains privera les petits ruraux de ces maîtres spécialisés chargés d'aider les enfants en difficultés d'apprentissage et d'adaptation à l'école. Cette mesure est d'autant plus pénalisante que la répartition géographique des catégories sociales, dont les enfants rencontrent le plus de difficultés se trouve majoritairement à la campagne. En milieu rural le taux des ouvriers est supérieur et le taux des cadres supérieurs et professions libérales inférieurs à ce qu'ils sont dans les villes et leurs périphéries.

- Enfin, l'annonce de la diminution drastique des aides d'état aux associations œuvrant auprès de l'école et du collège (baisse annoncée de 25% des ressources financières et disparition des enseignants délégués) touche également prioritairement les établissements ruraux, dans lesquels leur action est particulièrement forte.

Dans le contexte actuel, l'école rurale se trouve donc singulièrement fragilisée, car les restrictions de toutes natures la touche plus directement que les établissements urbains. On voit donc se creuser une fracture territoriale, qui défavorise sensiblement les chances de réussite scolaire des petits ruraux.

Ce danger n'échappe pas à la Cour des comptes, qui, dans son rapport sur « Les communes et l'école de la République » de décembre 2008, sensibilise le gouvernement aux importantes disparités de moyens alloués aux écoles, et aux risques de rupture des principes d'égalité et de gratuité qui fondent l'école républicaine.

« L'enjeu de l'égalité des chances apparaît central. Il justifie la mise en place d'outils budgétaires et comptables rendant possible l'évaluation de la politique publique concernant l'école. Il est inséparable du débat sur l'intercommunalité, tant il est vrai que les petites communes ne pourront pas organiser ni financer seules les prestations et services liés à l'école. Enfin, il rend nécessaire un partenariat renouvelé entre l'Etat et les communes (ou leurs intercommunalités) au service de l'école »¹.

Tout au long du suivi de cette cohorte d'élèves de milieux ruraux, nous avons régulièrement publié les résultats de l'exploitation de la base de données, s'enrichissant d'année en année par enquêtes successives auprès des élèves, de leurs parents et des établissements scolaires. Ainsi, sous le titre générique de "L'enseignement scolaire en milieu rural et montagnard", furent édités :

- "Espaces ruraux et réussites scolaires" (PUFC, 2001). Présentation du contexte de la scolarisation en milieux ruraux, des enjeux et formulation des questionnements.

- "Au seuil du collège" (PUFC, 2003). Présentation de la méthodologie utilisée et diagnostic de fin de cycle élémentaire au moyen d'une première série d'analyses comme l'utilisation des TIC dans les situations d'enclavement géographique et culturel de l'école, la représentation que les élèves ont de leur propre niveau scolaire, l'impact de la scolarisation en milieu montagnard sur la réussite et l'orientation, les performances des élèves de classes uniques...

- "Collégiens à mi-parcours" (PUFC, 2005). Analyses intermédiaires comportant notamment l'évolution des pratiques culturelles des élèves, celle de leurs projets professionnels, les fluctuations du goût que les jeunes collégiens éprouvent pour la fréquentation de leur collège...

¹ <http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/Syntheses/Synthese-ecoles-et-communes.pdf>

- "Le devenir des élèves en fin de Collège : parcours et projets" (PUFC, 2006). Bilan des années collège : l'évolution de l'idée de mobilité géographique chez les collégiens, la représentation du territoire scolaire chez les élèves ruraux et urbains, le devenir des projets professionnels, les facteurs irrationnels de l'orientation en milieu rural, l'implication des acteurs de l'école et du collège.

Ces publications ont été honorées de la participation de Jean-Jacques DUPIN, Vice-président "Recherche" de la conférence des directeurs d'IUFM, Francis DANVERS, professeur en sciences de l'éducation à l'université Charles de Gaulle de Lille 3, Hervé GUMUCHIAN, directeur du CERMOSEM de l'université Joseph Fourier de Grenoble, Philippe PERRIER-CORNET, chercheur à l'INRA-ENESAD de Dijon, Françoise ŒUVRARD, Philippe MEIRIEU, Roger ESTABLET, Jean-Jacques GIRARDOT, coordonateur du programme CAENTI du 6^{ème} PCRD de l'UE, ainsi que des chercheurs du groupe inter-universitaire de l'école rurale de Catalogne...

Ce dernier tome, qui constitue un tout en lui-même, aborde des aspects plus généraux.

- Le premier chapitre est consacré à la base de données, à la représentativité des individus de la base N+5 par rapport à la base initiale et à la mise à libre disposition des informations brutes ;
- le chapitre 2, s'interroge sur l'effet des réseaux et des territoires sur le fonctionnement de l'école et le devenir des élèves ;
- enfin, le dernier chapitre analyse quelques aspects des trajectoires scolaires, de l'orientation et de l'insertion professionnelle.

Contrairement aux précédents, cet ouvrage comporte une bibliographie générale. Cette dernière est régulièrement réactualisée et consultable sur le site le l'OE&T :

<http://epragma.univ-fcomte.fr/oeet/>

